



AVIS DE CONSULTATION POUR LA DEMANDE DE COTATION
N° 70003/DC/MINEFOP/CIPM/2024 DU 31 MAI 2024 POUR
L'ACQUISITION DU MATERIEL DE BUREAU POUR LES SERVICES CENTRAUX
DU MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE.

1.1 OBJET DE LA CONSULTATION

En vue de la poursuite du processus d'amélioration du cadre de travail amorcé depuis quelques années, le Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle lance une Demande de Cotation pour l'acquisition du matériel de bureau pour les services centraux du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

1.2 CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations objet de la présente Demande de Cotation comprennent la fourniture dans les services centraux du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle du matériel suivant :

- Scanners ;
- Echelles ;
- Décamètre ;
- Escabeau ;
- Chignole ;
- Rallonge électrique ;
- Manomètre ;
- Lampe à souder ;
- Dudgeonnière ;
- Pince multiprise ;
- Marteau ;
- Clés ;
- Coupe-tube ;
- Blouse ;
- Casque de chantier ;
- Chaussure de sécurité ;
- Jeu de tournevis ;
- Multimètre ;

1.3 PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation à la présente consultation est ouverte à toute entreprise de droit camerounais justifiant d'une bonne expérience dans le domaine de la fourniture et de la distribution des équipements et matériels sollicités.

1.4 DELAIS ET LIEU DE LIVRAISON

Le délai maximum prévu par le Maître d'ouvrage pour la livraison des équipements et de l'exécution des prestations objet de la présente consultation est de quatre-vingt-dix (90) jours et le lieu de livraison et d'exécution est : le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

1.5 FINANCEMENT

Les prestations, objet du présent avis de consultation, sont financées par le Budget d'Investissement Public du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, EXERCICE 2024, suivant l'imputation 58 35 122 01 340010 524118.

1.6 ALLOTISSEMENT

Les prestations sont constituées en un (01) seul lot.

1.7 MODE DE SOUMISSION

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est : en ligne ou hors ligne.

1.8 COÛT PRÉVISIONNEL

Le coût prévisionnel de la prestation est de Dix millions (10 000 000) de Francs FCFA.

1.9 CONSULTATION DE LA DEMANDE DE COTATION

Le dossier de consultation peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Bureau des Appels d'Offres, sise à Nlongkak-Yaoundé, Tél. :222 20 03 39/222 20 45 81 ; Fax 222 20 28 06 et la version électronique sur la plateforme Cameroon Online E-Procurement System (COLEPS) aux adresses <http://www.marchespublics.com> et <http://www.publicscontracts.com> dès publication du présent avis.

1.10 ACQUISITION DU DOSSIER DE DEMANDE DE CONSULTATION

Le dossier de consultation peut être obtenu aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Bureau des Appels d'Offres sise à Nlongkak-Yaoundé, Tél. :222 20 03 39/222 20 45 81 ; Fax 222 20 28 06 dès publication du présent avis, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public par le soumissionnaire, d'une somme non remboursable de quinze mille (15 000) francs CFA.

1.11 REMISE DES OFFRES

Soumission en ligne

Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra faire l'objet d'une soumission en ligne au plus tard le 07 JUIL 2024 à 11 heures précises, heure locale, (www.marchespublics.cm). Dans les mêmes délais, une copie de sauvegarde dudit dossier sur support électronique (USB, CD...) sera

déposée sous pli fermé à la Direction des Affaires Générales du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Bureau des Appels d'Offres, sise à Nlongkak-Yaoundé.

Soumission hors ligne

Les offres rédigées en français ou en anglais, en sept (7) exemplaires dont l'original marqué comme tel, devront être déposées sous pli scellé à la Direction des Affaires Générales du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle au plus tard le 07 JAN 2024 à 11heures précises sous enveloppe scellée et cachetée, adressée au Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle avec la mention :

**CONSULTATION POUR LA DEMANDE DE COTATION N° 0093/DC/MINEFOP/CIPM/2024
DU 1 JAN 2024 EN VUE DE LA FOURNITURE DU MATERIEL DE BUREAU DANS LES SERVICES
CENTRAUX DU MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE.**

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT ».

Passé ce délai, aucun pli ne sera accepté. Aucune offre régulièrement déposée ne peut être ni modifiée, ni retirée.

1.12 CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission, établie par un établissement bancaire ou organisme financier habilité par le Ministre chargé des Finances et dont la liste figure dans la pièce N°10 de la Demande de Cotation, d'un montant de Deux cent mille (200 000) francs CFA et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date de validité des offres.

1.13 TAILLE ET FORMAT DES FICHIERS

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- *5 Mo pour l'Offre Administrative ;*
- *15 Mo pour l'Offre Technique ;*
- *5 Mo pour l'Offre Financière.*

Les formats acceptés sont les suivants :

- *Format PDF pour les documents textuels ;*
- *JPEG pour les images.*

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

1.14 RECEVABILITE DES OFFRES

Sous peine de rejet, les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par les autorités compétentes, conformément aux stipulations du Règlement de la Consultation.

Elles devront obligatoirement être datées de moins de trois (03) mois au moment du dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature du présent Avis.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis de Consultation sera déclarée irrecevable, notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un établissement financier agréé par le Ministre des Finances au moment de l'ouverture des offres.

1.15 DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

1.16 OUVERTURE DES OFFRES

L'ouverture des offres sera effectuée en un temps le 11 7 2024 à 12 heures précises dans la salle de conférences du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle sise l'Immeuble ministériel de Nlongkak par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès de ce département ministériel, en présence des soumissionnaires désirant y prendre part ou de leurs représentants dûment mandatés.

Les offres devront être chiffrées hors taxes sur la valeur ajoutée (HTVA) et toutes taxes comprises (TTC) et accompagnées du modèle de soumission signé.

1.17 - CRITERES D'EVALUATION

Critères éliminatoires

- Absence de la caution de soumission à l'ouverture des plis ;
- Non production d'une pièce administrative au-delà du moratoire réglementaire de 48 heures ;
- Non-conformité aux spécifications techniques du dossier de consultation ou offre technique et financière incomplète ;
- Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées ;
- Absence des prospectus originaux avec photos, accompagnés d'une fiche présentant les caractéristiques techniques du matériel proposé ;
- Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
- Absence d'une attestation de surface financière d'au moins 50% du cout prévisionnel de la prestation, délivrée par une Banque;
- Non-conformité aux spécifications techniques des items 1, 2 et 3.

Critères essentiels

- La présentation de l'offre ;
- Les références du soumissionnaire dans le domaine concerné ;
- Avoir effectué avec succès au moins deux prestations similaires au cours des trois dernières années. Pour être validée, chaque référence devra être justifiée par les éléments suivants : la copie de l'extrait du contrat comportant les 1^{ères} et dernières pages et le procès-verbal de réception des fournitures et/ou l'attestation de bonne fin délivrée par le Maître d'ouvrage ou ses services.
- Délais d'exécution ;
- Garantie ;

- Preuve d'acceptation des conditions du Marché (descriptif de la fourniture parapné, cacheté, daté à chaque page et signé avec la mention « lu et approuvé » à la dernière page).

1.18 DELAIS D'EXECUTION

La durée d'exécution des prestations est de quatre-vingt-dix (90) jours.

1.19 ATTRIBUTION DU MARCHE

Le Maître d'Ouvrage attribuera la Lettre Commande au Soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requis et dont l'offre a été évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les rabais proposés.

1.20 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Des renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus dans les locaux indiqués ci-dessus, auprès du Directeur des Affaires Générales du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Tel : 222 20 03 39 / 222 20 45 81 au Bureau des Appels d'Offres ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.com> et <http://www.publicscontracts.com>

1.21 ASSISTANCE TECHNIQUE

Pour obtenir une assistance technique en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 23 81 55 / 222 23 56 69 ou écrire à l'adresse email : dsi@minmap.cm.

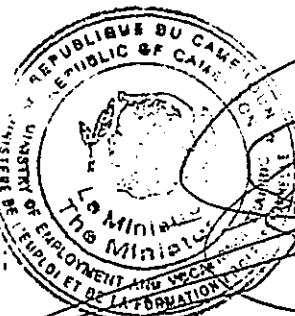
1.22 FRAUDE ET CORRUPTION

Pour toute dénonciation de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le Ministère en charge des Marchés Publics ou envoyer un SMS aux numéros suivants : 673 20 57 25/699 37 07 48.

Ampliatiions :

- MINMAP (pour information) ;
- ARMP (pour publication et archivage) ;
- Président CIPM (pour information) ;
- Service des Marchés (pour archivage) ;
- Affichage.

Yaoundé, le 31 mai 2024



ISSA TCHIROMA BAKARY



**CONSULTATION NOTICE FOR REQUEST FOR QUOTATION
No. / 000 DC/MINEFOP/CIPM/2024 DU 31 MAI 2024 FOR THE SUPPLY OF
OFFICE EQUIPMENT TO THE CENTRAL SERVICES OF THE MINISTRY OF
EMPLOYMENT AND VOCATIONAL TRAINING.**

1.1 PURPOSE OF THE CONSULTATION

With a view to continuing the process of improving the working environment that began a few years ago, the Minister of Employment and Vocational Training has issued a Request for Quotation for the supply of office equipment to the central departments of the Ministry of Employment and Vocational Training.

1.2 SCOPE OF SERVICES

The services covered by this Request for Quotation include the supply of the following equipment to the central departments of the Ministry of Employment and Vocational Training:

- Scanners;
- Scales;
- Stepladder;
- Chignole;
- Extension cord;
- Pressure gauge;
- Blowtorch;
- Multiple pliers;
- Hammer;
- Keys;
- Pipe cutter;
- Blouse;
- Helmet;
- Safety shoe;
- Screwdriver set;
- Multimeter;
- Etc.

1.3 PARTICIPATION ET ORIGINE

Participation in this consultation is open to any company incorporated under Cameroonian law with proven experience in the supply and distribution of the equipment and materials requested.

1.4 DELIVERY TIME AND PLACE

The maximum period stipulated by the Contracting Authority for delivery of the equipment and performance of the services covered by this consultation is Ninety (90) days and the place of delivery and performance is: The Ministry of Employment and Vocational Training.

1.5 FINANCING

The services, which are the subject of this consultation notice, are financed by the Public Investment Budget of the Ministry of Employment and Vocational Training, FISCAL YEAR 2024, under charge 58 35 122 01 340010 524118.

1.6 LOTS

The services are in single lot.

1.7 SUBMISSION METHOD

The submission method chosen for this consultation is: online or physically.

1.8 PROJECTED COST

The estimated cost of the service is ten million (10,000,000) CFA francs.

1.9 CONSULTATION DE LA DEMANDE DE COTATION

The consultation file may be consulted during working hours at the Directorate of General Affairs of the Ministry of Employment and Vocational Training, Tender Office, located in Nlongkak-Yaoundé, Tel. 222 20 03 39/222 20 45 81; Fax 222 20 28 06 and the electronic version on the Cameroon Online E-Procurement System (COLEPS) platform at the addresses <http://www.publicscontracts.com> and <http://www.marchespublics.com> as soon as this notice is published.

1.10 ACQUISITION OF THE CONSULTATION REQUEST FILE

The consultation file may be obtained during working hours from the Directorate of General Affairs of the Ministry of Employment and Vocational Training, Tender Office, Nlongkak-Yaoundé, Tel. 222 20 03 39/222 20 45 81; Fax 222 20 28 06 as soon as this notice is published, on presentation of a receipt for payment to the Public Treasury by the tenderer of a non-refundable sum of fifteen thousand (15,000) CFA francs.

1.11 BID SUBMISSION

Online submission

Each tender, written in French or English, must be submitted online no later than 07 JUL 2024 at 11 a.m. local time (www.marchespublics.cm). By the same deadline, a backup copy of the said file on an electronic medium (USB, CD, etc.) must be submitted in a sealed envelope to the Directorate of General Affairs of the Ministry of Employment and Vocational Training, Tender Office, located in Nlongkak-Yaoundé.

Off-line submission

Tenders drawn up in French or English, in seven (7) copies of which the original must be marked as such, must be submitted in a sealed envelope to the General Affairs Department of the Ministry of Employment and Vocational Training no later than 07 JUL 2024 at 11 a.m. at the latest, in a sealed envelope addressed to the Minister of Employment and Vocational Training and marked:

CONSULTATION NOTICE FOR REQUEST FOR QUOTATION No. _____/DC/MINEFOP/CIPM/2024
OF 31 JUL 2024 FOR THE SUPPLY OF OFFICE EQUIPMENT TO THE CENTRAL SERVICES OF
THE MINISTRY OF EMPLOYMENT AND VOCATIONAL TRAINING.

"TO BE OPENED ONLY DURING THE BID-OPENING SESSION".

After this deadline, no bids will be accepted. Tenders duly submitted may not be modified or withdrawn

1.12 CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

Each tenderer must attach to its administrative documents a bid bond, issued by a bank or financial institution authorised by the Minister of Finance and listed in Exhibit No. 10 of the Request for Quotation, in the amount of Two Hundred Thousand (200,000) CFA francs and valid for thirty (30) days beyond the date of validity of the tenders.

1.13 FILES SIZE AND FORMAT

For online submission, the maximum sizes of the documents that will pass through the platform and constitute the tenderer's offer are as follows:

- *5 MB for the Administrative Offer;*
- *15 MB for the Technical Offer;*
- *5 MB for the Financial Offer.*

The following formats are accepted:

- *PDF format for text documents;*
- *JPEG for images.*

Applicants must use compression software to reduce the size of the files to be transmitted.

1.14 ADMISSIBILITY OF BIDS

The other administrative documents required must be produced in originals or in copies certified as true by the competent authorities, in accordance with the provisions of the Consultation Rules, failing which they will be rejected.

They must be dated within three (03) months of the date of submission of tenders or have been drawn up after the date of signature of this Notice.

Any tender that does not comply with the requirements of this Notice of Consultation will be declared inadmissible, in particular the absence of a bid bond issued by a financial institution approved by the Minister of Finance at the time the tenders are opened.

1.15 PERIOD OF VALIDITY OF BIDS

Tenderers remain bound by their tenders for a period of ninety (90) days from the closing date for submission of tenders.

1.16 OPENING OF BIDS

Tenders will be opened on 07 JUL 2024 at 12 noon sharp in the conference room of the Ministry of Employment and Vocational Training, located in the ministerial building in Nlongkak, by the Internal Contract Award Commission of this ministerial department, in the presence of the tenderers wishing to take part or their duly authorised representatives.

Tenders must be quoted exclusive of value added tax (HTVA) and inclusive of all taxes (TTC) and accompanied by the signed tender model form.

1.17 EVALUATION CRITERIA

Eliminatory criteria

- Absence of the bid bond when the bids are opened;
- Failure to produce an administrative document after the statutory 48-hour moratorium;
- Non-compliance with the technical specifications in the consultation file or incomplete technical and financial offer;
- False declarations, fraudulent manoeuvres or falsified documents;
- Absence of original prospectuses with photographs, accompanied by a sheet setting out the technical characteristics of the equipment proposed;
- Absence of a declaration on honour that no contracts have been abandoned in the last three years;
- Absence of a certificate of financial standing of at least 50% of the estimated cost of the service, issued by a bank;
- Non-compliance with the technical specifications of items 1, 2 and 3.

Essential criteria

- Presentation of the bid;
- References of the bidder in the field concerned;
- Having successfully completed at least two similar services in the last three years. To be validated, each reference must be justified by the following elements: a copy of the extract from the contract containing the first and last pages and the receipt record of the supplies and/or the certificate of successful completion issued by the Client or their services.
- Execution deadline;
- Warranty;
- Proof of acceptance of the Contract terms (furniture Description initialled, sealed and dated on each page and signed with the words "read and approved" on the last page).

1.18 EXECUTION DEADLINE

The deadline provided for the execution of the services is Ninety (90) days.

1.19 CONTRACT AWARD

The Contracting Authority will award the Purchase Order to the bidder who has submitted a proposal meeting the required technical and financial qualification criteria and whose offer has been evaluated as the lowest-priced, including any discounts offered, if applicable.

1.20 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Technical additional information may be obtained at the Department of General Affairs of the Ministry of Employment and Vocational Training, Tel. 222 200 339 / 222 204 581 in the Tender Office or on the platform COLEPS to the addresses <http://www.publicscontracts.com> and <http://www.marchespublics.com>.

1.21 TECHNICAL SUPPORT

To obtain a technical support in case of problem during the use of the platform, please call the numbers (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or send a message to the e-mail address: info@minmap.cm.

1.22 FRAUD AND CORRUPTION

For any denunciation of corruption or bad practices, please call the Ministry in charge of Public Contracts or send a message to the following numbers: 673 20 57 25/699 37 07 48.

Yaoundé, le 31 JAN 2014

Copies:

- MINMAP (for information);
- ARMP (publishing and archiving);
- Chairperson of CIPM (for information);
- Contracts Service (archiving);
- Notice Boards.

